

France 2027

Programme presidential chiffre en trois scenarios

Prudent - Ambitieux - Disruptif

Date d'arret des informations : 24 aout 2026

Ce document execute le prompt de benchmark fourni. Il ne constitue ni une prevision ni un programme partisan. Les montants futurs sont des estimations conditionnelles, en euros courants, arrondies au milliard le plus proche. Les etiquettes **FAIT**, **HYPOTHESE**, **ESTIMATION** et **PROPOSITION** indiquent le statut de chaque element.

Resume executif

La France n'a pas une marge budgetaire disponible. Elle a une obligation de reallocation. **FAIT**. En 2025, le deficit public s'est eleve a 152,5 Md€, soit 5,1 % du PIB, et la dette a 3 460,5 Md€, soit 115,6 % du PIB. La charge d'interets a atteint 64,7 Md€ selon l'Insee. Pour 2026, la Cour des comptes retient une cible gouvernementale de deficit de 5,0 % du PIB, une charge d'interets de 77,4 Md€ et une dette proche de 118,5 % du PIB. La Banque de France ne prevoit que 0,5 % de croissance reelle en 2026, puis 0,9 % en 2027.

La contrainte europeenne est plus dure que le seul seuil de 3 %. Le plafond de croissance de la depense primaire nette est de 1,2 % par an en 2027 et 2028, puis 1,1 % en 2029. Avec une inflation autour de 1,7 % a 2 %, cela correspond a une diminution en volume de l'agregat controle. La Cour estime meme qu'une progression limitee a 1,2 % ne suffirait pas a ramener le deficit sous 3 % en 2029 : il resterait a 3,2 %. Atteindre la trajectoire nominale demanderait environ 14 Md€ d'effort supplementaire en 2027.

Trois choix coherents, mais non equivalents, sont construits :

- **Scenario Prudent.** 32 Md€ de depenses nouvelles en regime de croisiere, finances par 66 Md€ d'economies, 32 Md€ de recettes nettes et 10 Md€ de dividende de croissance. Deficit estime a 2,3 % du PIB et dette a 117 % en 2032. C'est le scenario ayant la meilleure probabilite d'execution, mais il transforme lentement l'appareil productif.
- **Scenario Ambitieux.** 62 Md€ de depenses nouvelles de souverainete, contre 76 Md€ d'economies, 20 Md€ de recettes nettes et 12 Md€ de dividende de croissance. Le deficit ne revient qu'a 3,2 % et la dette reste proche de 119 % en 2032. Le pays investit davantage, mais conserve peu de marge face a un choc.
- **Scenario Disruptif.** 55 Md€ de depenses nouvelles, 160 Md€ d'economies structurelles, 43 Md€ de recettes nettes et un choc fiscal et institutionnel. Le deficit pourrait approcher 0,2 % et la dette 112 % en 2032 dans le cas central. Le risque de

recession, d'echec juridique, de conflit social ou de sous-execution rend ce resultat beaucoup moins probable que ne le suggere l'arithmetique.

Recommandation. Retenir l'architecture budgetaire du scenario Prudent, mais les investissements du scenario Ambitieux dans quatre domaines seulement : defense et cyber, energie et reseaux, ecole et competences, recherche et industrialisation. La contrepartie est un plan pluriannuel d'economies documentees portant d'abord sur les retraites les plus favorisees, les aides inefficaces, la sante mal coordonnee, les doublons administratifs et les niches fiscales non evaluees. Ne pas engager la rupture simultanee de tous les systemes fiscaux et sociaux du scenario Disruptif.

1. Socle factuel

1.1 Comptes nationaux et finances publiques

Indicateur	Niveau le plus recent	Statut et source
PIB nominal	2 991,1 Md€ en 2025	FAIT. Insee, comptes nationaux 2025
Croissance réelle	+0,8 % non corrigeée des jours ouvres en 2025, +0,9 % en donnees corrigees	FAIT. Insee, mai 2026
Inflation IPC	+0,9 % en moyenne en 2025	FAIT. Insee, janvier 2026
Recettes publiques	1 561,6 Md€, 52,1 % du PIB en 2025	FAIT. Insee, comptes des APU
Depenses publiques	1 714,1 Md€, 57,2 % du PIB en 2025	FAIT. Insee, comptes des APU
Prelevements obligatoires	43,6 % du PIB, 1 305,1 Md€ en 2025	FAIT. Insee et Cour des comptes
Deficit public	152,5 Md€, 5,1 % du PIB en 2025	FAIT. Insee
Dette publique	3 460,5 Md€, 115,6 % du PIB fin 2025	FAIT. Insee
Charge d'interets	64,7 Md€, 2,2 % du PIB en 2025	FAIT. Insee. La Cour retient 65,7 Md€ selon un champ legerement different
Solde primaire	-87,8 Md€, environ -2,9 % du PIB en 2025	ESTIMATION. Deficit moins interets, a partir des donnees Insee
Depenses hors interets	1 649,4 Md€ en 2025	ESTIMATION. Depenses totales moins interets
Remunerations publiques	370,0 Md€ en 2025	FAIT. Insee, remunerations des APU

La baisse du deficit de 2025 a ete obtenue principalement par les recettes. **FAIT.** Les prelevements obligatoires ont augmente de 51 Md€, dont 23 Md€ de mesures nouvelles. La depense primaire a encore progresse plus vite que l'activite. Cette composition n'est pas reproductible indefiniment : le taux de prelevements obligatoires francais est deja le plus eleve de la zone euro selon la Cour des comptes.

1.2 Economie, emploi et demographie

Indicateur	Niveau	Statut et source
Croissance 2026	+0,5 %	PREVISION. Banque de France, juin 2026
Croissance 2027 / 2028	+0,9 % / +1,2 %	PREVISION. Banque de France, juin 2026
Inflation IPCH 2026	+2,5 % dans le scenario central	PREVISION. Banque de France, juin 2026
Chomage BIT	8,1 % au T1 2026, 2,6 millions de personnes	FAIT. Insee
Taux d'emploi des 15-64 ans	69,5 % au T1 2026	FAIT. Insee
Taux d'emploi des 60-64 ans	45,1 % au T1 2026	FAIT. Insee
Fecondite	1,56 enfant par femme en 2025	FAIT. Insee, donnees provisoires
R&D interieure	64,1 Md€, 2,18 % du PIB en 2024	FAIT. MESR-SIES, juillet 2026

Le taux d'emploi global est historiquement eleve, mais le chomage remonte et le taux d'emploi des 60-64 ans reste faible au regard des besoins de financement. La baisse de la fecondite n'est pas un simple sujet familial : elle affecte l'ecole des maintenant, puis le marche du travail, le financement social et la base industrielle dans quinze a vingt ans.

1.3 Protection sociale, sante, retraites

Indicateur	Niveau	Statut et source
Prestations de protection sociale	932,5 Md€ en 2024	FAIT. Drees
Risque vieillesse-survie	426,7 Md€ en 2024	FAIT. Drees
Risque sante	338,9 Md€ en 2024	FAIT. Drees
Prestations sociales au sens des APU	771,0 Md€ en 2025	FAIT. Insee, champ comptable plus etroit
Deficit des regimes obligatoires de base et du FSV	21,6 Md€ en 2025	FAIT. Cour des comptes, mai 2026
Prevision 2026 de ce deficit social	19,4 Md€, avec un risque d'au moins 3 Md€	PREVISION. Cour des comptes

Les champs Drees et comptabilite nationale ne sont pas directement additionnables. La conclusion utile est neanmoins robuste : vieillesse et sante absorbent l'essentiel de la protection sociale et expliquent une large part de sa dynamique. Toute strategie qui exclut ces deux blocs ne peut produire qu'un ajustement marginal ou fictif.

1.4 Fonctions regaliennes et budgets 2026

Mission	Credits 2026 disponibles	Lecture
Defense	66,7 Md€ de credits de paiement dans le PLF, dont 57,15 Md€ hors pensions sur le perimetre LPM	FAIT BUDGETAIRE. Documents budgetaires et Senat. Le chiffre final peut differer apres amendements d'execution
Enseignement scolaire	89,64 Md€ de CP dans le PLF, dont 64,49 Md€ hors pensions	FAIT BUDGETAIRE. Documents budgetaires 2026
Justice	13,1 Md€ de CP dans le PLF, environ 10,6 Md€ hors pensions	FAIT BUDGETAIRE. Senat, mission Justice

Le budget ne mesure pas seul la performance. L'education depense beaucoup mais souffre d'inegalites de resultats, la justice reste sous-dotee au regard des flux et des stocks, et la defense connait un report de charges important. Augmenter les credits sans capacite industrielle, immobiliere, numerique ou humaine peut seulement augmenter les prix et les restes a payer.

1.5 La contrainte budgetaire reelle

FAIT. Le Conseil de l'Union europeenne a recommande a la France de limiter la croissance de la depense primaire nette a 1,2 % en valeur en 2027 et 2028, puis 1,1 % en 2029. La France n'apparait pas, au 12 juin 2026, parmi les Etats ayant active la clause derogatoire nationale pour les depenses de defense.

ESTIMATION. En prenant un agregat de depense primaire nette voisin de 1 500 a 1 600 Md€, 1,2 % represente environ 18 a 19 Md€ de hausse nominale annuelle. Mais la dynamique spontanee des retraites, de la sante, des remunerations, des prestations indexees et des lois de programmation consomme deja cette hausse et davantage. La marge libre hors interets et hors programmations est donc **nulle ou negative**. Pour creer 10 Md€ de depense prioritaire, il faut en pratique supprimer ou financer au moins 10 Md€ ailleurs, et davantage si la charge d'interets augmente.

FAIT. La Cour estime que le simple respect du plafond de 1,2 % conduirait encore a un deficit de 4,5 % en 2027 et 3,2 % en 2029. Revenir a la cible du plan gouvernemental, soit 4,1 % en 2027, exigerait une progression de la depense primaire nette limitee a 0,4 % et environ 14 Md€ d'effort supplementaire cette annee-la.

2. Fonction-objectif et priorites

Une IA n'a aucune legitimee democratique pour definir le bien commun. Le present programme est une construction explicite, contestable et auditable.

PROPOSITION. Fonction-objectif. Maximiser sur quinze ans cinq resultats ponderes : 25 % de soutenabilite budgetaire et d'equite entre generations ; 25 % de puissance productive, energetique, technologique et militaire ; 20 % de cohesion et de mobilite sociale ; 20 % de liberte effective par l'emploi, les competences, la securite et des services publics executables ; 10 % de preservation du capital naturel. Une mesure est rejetee si son gain apparent repose principalement sur un transfert de charge non compense, une hypothese de croissance sans mecanisme ou une irreversibilite disproportionnee.

Sept priorites en decoulent :

1. Retablir un pilotage budgetaire credible et un Etat qui execute.
2. Augmenter le travail disponible, adapter les retraites et soutenir la demographie.
3. Recentrer l'ecole sur les competences et porter la R&D vers l'industrialisation.
4. Securiser l'energie, le climat, l'industrie et les infrastructures critiques.
5. Reorganiser la sante autour de la prevention, du premier recours et des parcours.
6. Renforcer defense, securite, justice et cyber-resilience.
7. Relancer logement, mobilite territoriale et capacite d'action europeenne.

3. Programme detaille par priorite

Les montants des tableaux sont les couts bruts annuels en regime de croisiere en 2032. Les economies sont mesurees par rapport a une trajectoire tendancielle, non par rapport a la depense de 2026. Une economie peut donc signifier une depense qui augmente moins vite, si le service rendu est maintenu.

Priorite 1 - Regle budgetaire, execution et Etat numerique

Mesure 1A - Loi de programmation des finances publiques opposable et revues de dépenses

Scenario	Cout brut	Financement annuel en 2032	Contenu
Prudent	0,4 Md€	10 Md€ d'economies, 8 Md€ de recettes	Plafonds triennaux, revues de 20 programmes par an, extinction automatique des aides non evaluees
Ambitieux	0,8 Md€	16 Md€ d'economies, 6 Md€ de recettes	Regle de depense par sous-secteur, contrats d'objectifs avec operateurs et collectivites
Disruptif	1,2 Md€	40 Md€ d'economies, 12 Md€ de recettes	Regle constitutionnelle de solde primaire, budget base zero sur trois ans, fusion ou fermeture d'operateurs

- **Instrument.** Loi organique, loi de programmation, lois de finances et de financement, contrats pluriannuels.
- **Calendrier.** Audit independant au second semestre 2027 ; premieres extinctions en 2028 ; generalisation 2029-2030 ; clause de reexamen en 2031.
- **Mecanisme causal.** Rendre visibles les couts complets, supprimer les dispositifs sans resultat et empecher qu'une depense temporaire devienne permanente.
- **Responsable.** Premier ministre, ministere des Comptes publics, Parlement, Haut Conseil des finances publiques.
- **Prealables.** Comptabilite analytique par politique, acces aux donnees, evaluateurs independants, temps parlementaire protege.
- **Risque d'echec.** Economies annoncees mais non documentees, coupes uniformes, contournement par des taxes affectees ou des operateurs.
- **Indicateurs.** Ecart execution-LFI ; part des depenses evaluees ; economie effectivement constatee ; evolution de la depense primaire nette.
- **Reversibilite.** Forte pour les revues et plafonds ; faible pour les fermetures d'entites et la revision constitutionnelle.

Mesure 1B - Simplification, identite numerique et automatisation controlee

Scenario	Cout brut	Economies incluses dans la priorite	Contenu
Prudent	1,6 Md€	4 Md€	Principe "dites-le-nous une fois", formulaires unifies, achats publics numeriques, IA d'assistance sous controle humain
Ambitieux	2,2 Md€	4 Md€	Plateforme commune Etat-securite sociale-collectivites, fermeture des applications redondantes
Disruptif	2,8 Md€	10 Md€	Agence unique de services numeriques, mutualisation obligatoire des fonctions support, suppression massive de procedures

- **Instrument.** Loi de simplification, decret, doctrine d'architecture, marches publics, reglement europeen eIDAS et RGPD.
- **Calendrier.** Cartographie 2027 ; dix parcours usagers refondus en 2028 ; bascule des grands organismes 2029-2031.
- **Rendement attendu.** Temps administratif reduit pour les entreprises et les agents, erreurs et fraude mieux detectees, attrition naturelle des effectifs support sans licenciement automatique.
- **Responsable.** DINUM, DGFIP, DSS, ministeres, collectivites volontaires puis contractuelles.
- **Dependances.** Cybersecurite, qualite des donnees, interoperabilite, accompagnement des publics non numeriques.
- **Risque.** Monopole technique, panne systemique, exclusion numerique, automatisation d'une mauvaise regle.
- **Indicateurs.** Delai median de traitement, cout par dossier, taux de recours humain, incidents de securite, satisfaction usager.
- **Reversibilite.** Moyenne : les applications peuvent etre remplacees, mais une dependance a un fournisseur ou a un modele propriétaire est couteuse a defaire.

Priorite 2 - Travail, retraites, competences et demographie

Mesure 2A - Retraites : duree d'activite, indexation et equite

Scenario	Cout compensatoire	Economies 2032	Contenu
Prudent	1 Md€	16 Md€	Convergence progressive des regimes, incitation au cumul emploi-retraite, sous-indexation temporaire de 0,5 point hors petites pensions, prevention de l'usure
Ambitieux	2 Md€	22 Md€	Age effectif cible releve d'environ 12 mois supplementaires d'ici 2032, indexation modulee selon pension totale, bonus emploi des seniors
Disruptif	3 Md€	42 Md€	Regime universel par points pour droits futurs, age d'equilibre automatique lie a l'esperance de vie, convergence rapide des avantages fiscaux

- **Instrument.** Loi de financement rectificative, negociation avec partenaires sociaux, textes reglementaires des regimes.
- **Calendrier.** Concertation 2027 ; mesures d'indexation des 2028 ; montee en charge 2029-2032. Le scenario disruptif s'etend au-dela de 2032.
- **Mecanisme causal.** Plus d'actifs et moins de duree moyenne de service ralentissent les depenses et augmentent les cotisations, sans relever les taux.
- **Responsable.** Ministeres du Travail et de la Sante, CNAV, regimes complementaires.
- **Prealables.** Emploi des seniors, sante au travail, formation, exceptions objectives pour incapacite et carrieres longues.
- **Risque.** Economie comptable sans emplois disponibles ; bascule vers chomage, invalidite ou minima sociaux ; conflit social.
- **Indicateurs.** Age effectif de depart, taux d'emploi 60-64 et 65-69 ans, ecart de pension femmes-hommes, depense retraite/PIB.
- **Reversibilite.** Moyenne pour l'indexation ; faible pour la conversion des droits et l'age d'equilibre.

Mesure 2B - Compte emploi-competences et politique familiale ciblee

Scenario	Cout brut	Economies 2032	Contenu
Prudent	3 Md€	6 Md€	Garde d'enfants dans les territoires en tension, CPF recentre sur certifications utiles, accompagnement intensif des chomeurs de longue duree
Ambitieux	6 Md€	4 Md€	Garantie de garde pour familles actives modestes, compte individuel de reconversion cofinance, alternance ciblee sur penuries
Disruptif	3 Md€	18 Md€	Allocation sociale unique et degressive, remplacement de multiples aides a l'emploi par un credit de revenu d'activite

- **Instrument.** Loi travail et famille, conventions Unedic, LFSS, contrats avec regions et branches.
- **Calendrier.** Experimentations 2027-2028 ; generalisation 2029 ; evaluation contrefactuelle en 2030.
- **Effet attendu.** Reduire les trappes a inactivite, augmenter l'offre de travail feminine et senior, orienter la formation vers les besoins reels.
- **Responsable.** France Travail, CAF, regions, branches professionnelles.
- **Dependances.** Offre de professionnels de la petite enfance, donnees sur les competences, controle de qualite des organismes de formation.
- **Risque.** Subventionner des emplois qui auraient existe, degrader la protection des personnes eloignees de l'emploi, complexifier davantage.
- **Indicateurs.** Retour a l'emploi a 6 et 18 mois, salaire apres formation, taux d'emploi des meres, places de garde creees et occupees.
- **Reversibilite.** Forte pour les aides ciblees ; moyenne pour une allocation unique, car les systemes d'information et droits acquis deviennent structurants.

Priorite 3 - Ecole, enseignement superieur, recherche et innovation

Mesure 3A - Ecole des fondamentaux et autonomie responsable

Scenario	Cout brut	Economies 2032	Contenu
Prudent	3 Md€	3 Md€	Formation continue en lecture-mathematiques, remuneration ciblee des enseignants en tension, sante mentale scolaire, redéploiement lie a la baisse des effectifs
Ambitieux	5 Md€	4 Md€	Autonomie accrue des etablissements, equipes pluridisciplinaires, evaluation externe, orientation renforcee vers sciences et techniques
Disruptif	5 Md€	10 Md€	Reseau d'etablissements autonomes sous contrat de resultat, forte rationalisation des structures et carte scolaire revue

- **Instrument.** Loi d'orientation, decrets statutaires, contrats academiques, LFI.
- **Calendrier.** Referentiels 2027 ; formation et primes 2028 ; contractualisation 2029-2032.
- **Mecanisme causal.** Concentrer les ressources sur la qualite de l'enseignement et les besoins des eleves plutot que conserver a l'identique des moyens mal repartis alors que les effectifs baissent.
- **Responsable.** Education nationale, rectorats, etablissements, collectivites pour le bati.
- **Prealables.** Donnees transparentes mais non reductrices, vivier d'enseignants, accompagnement du changement.
- **Risque.** Autonomie sans competences de gestion, enseignement a deux vitesses, inflation des indicateurs.
- **Indicateurs.** Resultats standardises, ecart sociaux, absentéisme, attractivite des concours, insertion a trois ans.
- **Reversibilite.** Forte pour les programmes et primes ; moyenne pour la carte des etablissements.

Mesure 3B - Pacte R&D, calcul, IA, biotechnologies et passage a l'echelle

Scenario	Cout brut	Financement	Cible
Prudent	4 Md€	Reallocation de 4 Md€ de niches et aides existantes	DIRD vers 2,4 % du PIB, priorite aux laboratoires et transfert technologique
Ambitieux	8 Md€	6 Md€ de niches reformees, 2 Md€ de recettes generales	DIRD vers 2,7 %, fonds de calcul souverain et industrialisation
Disruptif	7 Md€	5 Md€ d'aides supprimees, 2 Md€ de recettes	Concentration sur dix programmes de mission et commandes publiques

- **Instrument.** Loi de programmation recherche-innovation, refonte du CIR, commandes publiques, projets europeens communs.
- **Calendrier.** Evaluation du CIR en 2027 ; nouveaux contrats 2028 ; infrastructures 2029-2032.
- **Mecanisme causal.** La recherche ne produit de croissance que si les competences, le capital, l'energie, les donnees, la commande et les usines permettent le passage du laboratoire au marche.
- **Responsable.** MESR, Industrie, Bpifrance, ANR, organismes de recherche, Union europeenne.
- **Dependances.** Energie pour le calcul, attractivite scientifique, immigration qualifiee, capital de croissance, protection de la propriete intellectuelle.
- **Risque.** Capture par les grands acteurs, dispersion des appels a projets, souverainete nominale reposant sur des composants et clouds etrangers.
- **Indicateurs.** DIRD/PIB, brevets exploites en Europe, creation d'usines, part des achats publics innovants, survie a cinq ans des entreprises financees.
- **Reversibilite.** Moyenne : les subventions sont arretables, mais les infrastructures et competences exigeant dix ans ne le sont pas sans perte.

Priorite 4 - Energie, industrie, climat et infrastructures

Mesure 4A - Systeme electrique et chaleur bas-carbone

Scenario	Cout public annuel	Financement	Contenu
Prudent	4 Md€	3 Md€ de fiscalite carbone/ energie restituee en partie, 1 Md€ de redéploiement	Reseaux, maintenance nucleaire, flexibilite, chaleur renouvelable, renovation ciblee
Ambitieux	9 Md€	4 Md€ de recette, 3 Md€ d'economies d'aides, 2 Md€ de dette-projet	Acceleration reseaux, nouveau nucleaire, stockage, chaleur industrielle, renovation performante
Disruptif	8 Md€	10 Md€ de fiscalite environnementale nette affectee avec compensation sociale	Planification centralisee des actifs critiques et contrats de long terme

- **Instrument.** Loi de programmation energie-climat, regulation CRE, contrats pour difference, garanties et BEI.
- **Calendrier.** Autorisations et reseaux des 2027 ; investissements lourds 2028-2032 ; production pleine surtout apres 2032.
- **Effet attendu.** Electricite plus abondante et previsible, baisse des importations fossiles, competitivite industrielle et resilience.
- **Responsable.** Etat, RTE, Enedis, EDF et producteurs, collectivites, Union europeenne.
- **Prealables.** Gouvernance de projet, main-d'oeuvre, combustible, chaine d'approvisionnement, acceptabilite locale.
- **Risque.** Delais, depassements de cout, prix de marche trop bas ou trop hauts, dependance aux importations de composants.
- **Indicateurs.** Capacite raccordee, duree de raccordement, cout complet systeme, importations fossiles, emissions, heures de defaillance.
- **Reversibilite.** Faible pour centrales et grands reseaux ; moyenne pour subventions et tarifs.

Mesure 4B - Capital industriel strategique et infrastructures critiques

Scenario	Cout brut	Economies 2032	Contenu
Prudent	3 Md€	2 Md€ d'aides dispersees supprimees	Co-investissement minoritaire dans semi-conducteurs, robotique, cyber, spatial, bioproduction
Ambitieux	6 Md€	3 Md€ d'aides supprimees	Fonds de capital patient, zones industrielles pre-equipees, garanties export et achats europeens
Disruptif	6 Md€	2 Md€	Holding publique de souverainete avec mandats limites et cessions programmees

- **Instrument.** LFI, doctrine de participations, IPCEI, regles europeennes d'aides d'Etat.
- **Calendrier.** Portefeuille et criteres en 2027 ; premiers investissements 2028 ; revues annuelles et sorties a partir de 2031.
- **Mecanisme causal.** Lever le risque initial et coordonner foncier, energie, competences et commandes, sans remplacer durablement le capital prive.
- **Responsable.** APE, Bpifrance, Banque des territoires, regions, partenaires europeens.
- **Dependances.** Projets bancables, gouvernance independante, acces au marche unique, commandes communes.
- **Risque.** Nationalisation des pertes, lobbying, choix technologiques politiques, absence de debouches.
- **Indicateurs.** Capital prive mobilise, valeur ajoutee industrielle, balance commerciale par filiere, emplois qualifies, taux de sortie du portefeuille.
- **Reversibilite.** Moyenne si les participations sont cessibles ; faible pour les infrastructures specialisees.

Priorite 5 - Sante, autonomie et protection sociale

Mesure 5A - Premier recours, prevention et responsabilisation

Scenario	Cout brut	Economies 2032	Contenu
Prudent	2 Md€	3 Md€	Equipes de soins territoriales, prevention ciblée, collecte effective des franchises, fraude et pertinence des prescriptions
Ambitieux	4 Md€	6 Md€	Paielement mixte population-resultats, dossier partage, permanence des soins, sante au travail
Disruptif	3 Md€	8 Md€	Assurance maladie pilote unique des parcours, conventionnement territorial contraint, panier de soins explicite

- **Instrument.** LFSS, conventions medicales, decrets, accords regionaux.
- **Calendrier.** Territoires pilotes 2027 ; paielement mixte 2028 ; extension 2029-2031.
- **Effet attendu.** Eviter passages aux urgences, complications chroniques, arrêts longs et transports inutiles.
- **Responsable.** Assurance maladie, ARS, professionnels, employeurs.
- **Prealables.** Interoperabilite, confiance, temps medical, infirmiers en pratique avancee, evaluation clinique.
- **Risque.** Economies theoriques, selection des patients, transfert de charge aux menages ou aux complementaires.
- **Indicateurs.** Hospitalisations evitables, delai d'accès, depenses par pathologie, jours d'arret, reste a charge.
- **Reversibilite.** Forte pour les modes de paielement experimentaux ; faible pour la fermeture d'offres locales.

Mesure 5B - Hopital, medico-social et sorties d'hospitalisation

Scenario	Cout brut	Economies 2032	Contenu
Prudent	1 Md€	4 Md€	Equipes mobiles, hebergement temporaire, transport partage, lutte contre facturations erronees
Ambitieux	4 Md€	5 Md€	Investissement dans l'aval, soins a domicile, autonomie, plateformes territoriales
Disruptif	3 Md€	10 Md€	Reorganisation de la carte hospitaliere et medico-sociale avec budgets territoriaux globaux

- **Base factuelle.** La Cour chiffre a 4,2 Md€ par an le cout net des hospitalisations inadéquates et estime qu'une reduction de 30 % pourrait economiser 1,3 Md€ en

quatre ans. Elle identifie aussi 640 M€ d'erreurs et fraudes dans les transports sanitaires en 2024.

- **Instrument.** LFSS, autorisations ARS, contrats pluriannuels, investissements locaux.
- **Calendrier.** Capacites aval 2027-2029 ; fermeture ou conversion de lits uniquement apres ouverture d'alternatives.
- **Risque.** Couper l'hospital avant de creer l'aval, deplacer le cout vers les departements ou les familles.
- **Indicateurs.** Journees inadequates, readmissions, delai de sortie, cout total consolide assurance maladie-departements-menages.
- **Reversibilite.** Moyenne ; une capacite hospitaliere fermee est longue et couteuse a recreer.

Priorite 6 - Defense, securite, justice et cyber-resilience

Mesure 6A - Defense productive europeenne

Scenario	Depense additionnelle en 2032	Economies d'achat	Contenu
Prudent	4 Md€	0,5 Md€	Stocks, drones, munitions, cyber, disponibilite des equipements, commandes pluriannuelles
Ambitieux	8 Md€	0,5 Md€	Effort durable proche de 3 % du PIB selon definition OTAN, capacite industrielle et programmes europeens
Disruptif	7 Md€	1 Md€	Priorite a la masse, standardisation europeenne et reduction des programmes trop fragmentes

- **Instrument.** Actualisation LPM, contrats pluriannuels, achats conjoints europeens, SAFE si pertinent.
- **Calendrier.** Stocks et maintenance 2027-2029 ; nouvelles capacites 2029-2035.
- **Mecanisme causal.** La credibilite militaire depend autant de la production, des stocks et du personnel que des annonces de credits.
- **Responsable.** Armees, DGA, industriels, partenaires europeens.
- **Dependances.** Capacites de production, composants, poudres, recrutement, financement apres 2028.
- **Risque.** Inflation des prix militaires, duplication nationale, dette sans capacite livree.
- **Indicateurs.** Disponibilite, stocks en jours, delais de livraison, part d'achats communs, capacite annuelle de production.
- **Reversibilite.** Faible pour les engagements industriels et capacitaires.

Mesure 6B - Justice, securite interieure et cyber des services essentiels

Scenario	Cout brut	Financement	Contenu
Prudent	3 Md€	0,5 Md€ d'achats mutualises	Magistrats et greffes, execution des peines, renseignement, cyber des hopitaux et collectivites
Ambitieux	4 Md€	0,5 Md€	Numerisation de bout en bout, prisons et alternatives, reserves cyber et civiles
Disruptif	4 Md€	1 Md€	Refonte de la procedure, agences de securite mutualisees et commandement cyber unifie

- **Instrument.** Loi de programmation justice-securite, code de procedure, transposition NIS2 et CRA, LFI.
- **Calendrier.** Recrutement et cyber 2027-2029 ; immobilier et procedure 2028-2032.
- **Effet attendu.** Reduire les stocks d'affaires, rendre les sanctions executables et eviter les interruptions de services critiques.
- **Responsable.** Justice, Interieur, ANSSI, collectivites, operateurs essentiels.
- **Risque.** Recruter sans locaux ni systemes, numeriser une procedure trop complexe, surveillance disproportionnee.
- **Indicateurs.** Delai civil et penal, taux d'execution, surpopulation carcerale, incidents cyber majeurs, temps de retablissement.
- **Reversibilite.** Forte pour dispositifs et effectifs par attrition ; faible pour immobilier et pouvoirs de surveillance.

Priorite 7 - Logement, territoires et Europe

Mesure 7A - Choc d'offre fonciere et mobilite residentielle

Scenario	Cout brut	Economies et recettes	Contenu
Prudent	1 Md€	7 Md€ d'economies, 6 Md€ de recettes	Simplification du zonage, aides recentrees, fiscalite favorisant location longue et construction
Ambitieux	2 Md€	5 Md€ d'economies, 5 Md€ de recettes	Fonds de recyclage foncier, densification autour des transports, permis acceleres sous garanties
Disruptif	1 Md€	6 Md€ d'economies, 10 Md€ de recettes	Bascule vers taxation de la valeur fonciere, suppression de nombreuses aides et normes nationales

- **Instrument.** Loi logement-foncier, fiscalite locale, contrats d'aménagement, simplification europeenne si necessaire.

- **Calendrier.** Reforme fiscale 2028, plans locaux 2028-2030, effets physiques surtout 2029-2035.
- **Mecanisme causal.** Augmenter l'offre dans les zones tendues et reduire la retention du foncier plutot que subventionner la demande.
- **Responsable.** Logement, collectivites, etablissements fonciers, bailleurs.
- **Dependances.** Acceptabilite de la densification, reseaux, eau, transports, capacite de construction.
- **Risque.** Chute de valeur pour certains proprietaires, artificialisation deplacee, recentralisation inefficace.
- **Indicateurs.** Delai de permis, logements commences, vacance, taux d'effort, mobilite geographique des actifs.
- **Reversibilite.** Moyenne pour fiscalite et aides ; faible pour urbanisation et infrastructures.

Mesure 7B - Contrats territoriaux et puissance europeenne

Scenario	Cout brut	Economies	Contenu
Prudent	1 Md€	7 Md€	Contrats uniques Etat-region, mutualisation locale volontaire, coalitions europeennes par projet
Ambitieux	1 Md€	3 Md€	Fonds europeens concentres sur interconnexions, defense, calcul et industrie ; conditionnalite de resultats
Disruptif	1 Md€	2 Md€	Clarification obligatoire des competences et suppression d'echelons ou satellites redondants

- **Instrument.** Loi decentralisation, contrats, textes europeens, budget de l'UE.
- **Calendrier.** Cartographie 2027 ; contrats 2028 ; mutualisations 2029-2032.
- **Effet attendu.** Un responsable, un budget, un indicateur par politique territoriale ; masse critique europeenne sur les biens communs.
- **Risque.** Transfert de charge non finance, inegalites territoriales, veto d'Etats membres.
- **Indicateurs.** Nombre de cofinanceurs par projet, delai de decision, cout administratif, fonds europeens absorbes, capacites communes livrees.
- **Reversibilite.** Forte pour contrats ; faible pour fusion d'echelons et transferts de competence.

4. Enveloppes consolidees et audit comptable

4.1 Hypotheses macroeconomiques

Hypothese	Prudent	Ambitieux	Disruptif
Croissance reelle moyenne 2027-2032	1,2 %	1,4 %	1,1 %, avec choc initial
Inflation / deflateur moyen	1,8 % a 2,0 %	autour de 2,0 %	1,5 % a 2,0 %
Croissance nominale moyenne	environ 3,0 %	environ 3,3 %	environ 2,9 %
Taux d'interet apparent	hausse progressive	hausse plus forte au debut	prime de risque temporaire puis normalisation supposee

HYPOTHESE. Le scenario Ambitieux ajoute progressivement 0,2 a 0,4 point de croissance potentielle par la combinaison competences-energie-capital-productivite. Ce n'est pas un multiplicateur automatique. **HYPOTHESE.** Le scenario Disruptif subit une contraction initiale, car les menages, entreprises et administrations ne peuvent absorber simultanement 100 Md€ ou plus de reallocations sans baisse de demande et accidents d'execution.

4.2 Regime de croisiere en 2032

Flux annuel par rapport a 2026	Prudent	Ambitieux	Disruptif
Depenses nouvelles	32	62	55
Economies de depense	66	76	160
Recettes nettes nouvelles	32	20	43
Dividende de croissance et d'emploi	10	12	10
Charge d'interets additionnelle	7	12	12
Financement total	108	108	213
Besoin total a financer	39	74	67
Amelioration annuelle du solde	69	34	146

Audit comptable. Depenses nouvelles + interets - economies - recettes - croissance = effet sur le deficit.

- Prudent : $32 + 7 - 66 - 32 - 10 = \mathbf{-69 \text{ Md€}}$.
- Ambitieux : $62 + 12 - 76 - 20 - 12 = \mathbf{-34 \text{ Md€}}$.
- Disruptif : $55 + 12 - 160 - 43 - 10 = \mathbf{-146 \text{ Md€}}$.

Un signe negatif ameliore le solde. Aucun produit de cession d'actifs n'est compte. Les 10 a 12 Md€ de dividende de croissance ne sont retenus qu'en 2032 et ne financent pas les mesures au demarrage. Les recettes de suppression de niches sont decotees pour comportements et interactions ; le cout officiel des depenses fiscales est de 88,3 Md€ en 2026, mais seule une fraction est consideree recuperable.

4.3 Montee en charge annuelle

Scenario Prudent

Md€, effet annuel vs 2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Depenses nouvelles	6	14	22	28	31	32
Economies	8	20	34	48	58	66
Recettes nettes	8	18	25	29	31	32
Croissance/emploi	0	1	3	6	8	10
Interets additionnels	2	3	4	5	6	7
Deficit estime, % PIB	4,6	4,1	3,5	3,0	2,6	2,3
Dette estimee, % PIB	120,1	120,8	120,7	120,1	118,8	117,3

Scenario Ambitieux

Md€, effet annuel vs 2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Depenses nouvelles	10	24	39	51	59	62
Economies	10	25	42	58	70	76
Recettes nettes	5	11	16	19	20	20
Croissance/emploi	0	2	5	8	10	12
Interets additionnels	3	5	7	9	11	12
Deficit estime, % PIB	4,8	4,5	4,1	3,7	3,4	3,2
Dette estimee, % PIB	120,3	121,3	121,4	120,8	120,0	118,9

Scenario Disruptif

Md€, effet annuel vs 2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Depenses nouvelles	10	20	32	43	51	55
Economies	12	40	75	112	143	160
Recettes nettes	12	25	35	41	43	43
Croissance/emploi	-3	-6	-2	3	7	10
Interets additionnels	4	7	9	11	12	12
Deficit estime, % PIB	4,7	3,8	2,7	1,5	0,7	0,2
Dette estimee, % PIB	120,4	123,0	122,9	120,2	116,0	111,7

Limites de ces trajectoires. Elles utilisent une dette 2026 de 3 620 Md€ et un PIB d'environ 3 055 Md€ comme point de depart, conformément aux ordres de grandeur de la Cour. Elles ignorent les ajustements stocks-flux, les cessions-acquisitions financieres et les variations de tresorerie. L'incertitude raisonnable sur la dette 2032 est d'au moins +/- 3 points de PIB pour le Prudent et l'Ambitieux, et +/- 8 points pour le Disruptif.

5. Risques, reversibilite et sequencement

Scenario Prudent

Sequencement. En 2027, voter la regle budgetaire, lancer les revues, reformer les niches et securiser l'execution. En 2028, engager retraites, sante et emploi tout en ouvrant les investissements rapides : cyber, maintenance, reseaux, ecole. De 2029 a 2030, augmenter les investissements lourds seulement si les economies sont constatees. En 2031, evaluer et arreter les dispositifs sans effet.

Risques. Reforme trop graduelle, economie inferieure aux annonces, fatigue politique avant les rendements, investissement insuffisant pour la souverainete. La dette ne baisse franchement qu'en fin de mandat et reste au-dessus de 115 % du PIB.

Reversibilite. Forte. La majorite des aides, primes, contrats et investissements modulaires sont ajustables. Les infrastructures energetiques, militaires et certaines fermetures administratives restent peu reversibles.

Scenario Ambitieux

Sequencement. Contractualiser les economies avant d'ouvrir les enveloppes permanentes. Donner priorite aux actifs qui augmentent l'offre : reseaux, calcul, laboratoires, usines, competences. Eviter les cheques de demande generalises. Plafonner les engagements a long terme tant que le deficit ne passe pas sous 4 %.

Risques. Le scenario cumule effort de reforme et tension sur les capacites. Les investissements peuvent se traduire par inflation sectorielle, importations et retards plutot que par croissance. Le deficit reste superieur a 3 % en 2032, donc la France demeure vulnérable a une hausse de taux ou a une recession.

Reversibilite. Moyenne. Les credits peuvent etre ralentis, mais les programmes militaires, nucleaires, de reseaux, les recrutements specialises et les contrats de recherche creent des engagements longs.

Scenario Disruptif

Sequencement. La seule version defendable commence par un an de preparation juridique et operationnelle, une compensation monetaire temporaire pour les menages modestes et un fonds de restructuration pour les services publics. Les baisses de depense doivent suivre la fermeture effective des doublons et la creation d'alternatives, non les precéder. Le choc fiscal doit etre neutre la premiere annee, puis consolider le solde une fois les nouveaux systemes stables.

Risques. Spirale deflationniste si la depense, les transferts et l'emploi public chutent avant que l'investissement prive prenne le relais. Hausse du chomage, faillites de fournisseurs publics, contestation constitutionnelle et europeenne, greve des services essentiels, perte de competences, prime de risque. Une execution partielle est pire qu'un statu quo si elle conserve les couts de transition sans obtenir les economies.

Mesures irreversibles. Conversion rapide des droits a retraite, suppression d'echelons, fermeture d'hopitaux ou d'etablissements, centralisation des donnees et des plateformes, changement massif de base fiscale, grands actifs energetiques. Le couple incertitude-irreversibilite est le principal danger.

6. Tests de resistance

Choc	Prudent	Ambitieux	Disruptif
Taux souverains +100 points de base	Retarde le passage sous 3 % d'environ un an	Peut maintenir le deficit au-dessus de 4 %	Amplifie la recession initiale et menace le financement des transitions
Recession europeenne en 2028	Stabilisateurs automatiques preservables mais dette vers 123 %	Investissements a proteger, autres enveloppes a geler	Risque de contraction cumulative si l'ajustement n'est pas suspendu
Energie durablement chere	Gain des investissements bas-carbone, mais pouvoir d'achat sous pression	Cout initial plus eleve, avantage industriel ensuite	Fiscalite environnementale doit etre compensee ou devient explosive
Echec des economies de sante et d'administration a 50 %	Deficit 2032 proche de 3,2 %	Deficit proche de 4,3 %	Credibilite du scenario detruite ; deficit encore proche de 2,5 % malgre le choc social
Croissance potentielle inferieure de 0,3 point	Dette +2 a 3 points en 2032	Dette +3 a 4 points	Dette +5 points ou davantage selon prime de risque

7. Verdict comparatif

Critere	Prudent	Ambitieux	Disruptif
Souverainete restauree	6/10	8/10	7/10 si execute, 3/10 sinon
Effet sur le deficit 2032	2,3 % du PIB	3,2 %	0,2 % dans le cas central
Dette 2032	Environ 117 %	Environ 119 %	Environ 112 %, forte incertitude
Cohesion sociale	7/10	6/10	3/10
Reversibilite	Forte	Moyenne	Faible
Probabilite de tenir	65 %	40 %	15 %
Transformation productive	Moyenne	Forte	Tres forte mais instable
Resistance a un choc precoce	Correcte	Faible a moyenne	Faible

Les probabilités sont des **ESTIMATIONS de jugement**, non des fréquences statistiques. Elles mesurent la possibilité de voter, exécuter et maintenir le programme pendant cinq ans.

8. Recommandation : Prudent dans le budget, Ambitieux dans les actifs

La meilleure combinaison n'est pas une moyenne molle. Elle repose sur quatre choix durs.

1. **PROPOSITION.** Adopter la trajectoire du scénario Prudent : déficit sous 3 % vers 2031, solde primaire proche de l'équilibre en fin de mandat, aucune dépense permanente financée par une recette temporaire.
2. **PROPOSITION.** Prelever dans le scénario Ambitieux 15 à 20 Md€ d'investissements additionnels concentrés sur défense-cyber, énergie-réseaux, école-compétences et recherche-industrialisation. Les financer par des économies supplémentaires documentées, non par un déficit additionnel.
3. **PROPOSITION.** Engager dès 2027 les réformes à rendement différé : emploi des seniors, sorties d'hospitalisation, carte de formation, infrastructures énergétiques, simplification et mutualisation numérique.
4. **PROPOSITION.** Exclure les ruptures simultanées du scénario Disruptif. Certaines briques sont utiles - allocation sociale plus lisible, fiscalité foncière, budget base zéro, régime de retraite plus automatique - mais seulement par pilotes, droits futurs et clauses de retour.

Gagnants

- Les actifs modestes et classes moyennes qui bénéficient de services plus fiables, d'une offre de logement accrue et d'une fiscalité du travail mieux contenue.
- Les jeunes, si la dette est stabilisée et les investissements en éducation, énergie et défense créent des actifs plutôt que des transferts.
- Les entreprises industrielles exposées aux coûts d'énergie, aux pénuries de compétences et au manque de capital de croissance.
- Les patients chroniques et personnes âgées si le financement va vers le premier recours et l'aval de l'hôpital.
- Les territoires capables de contractualiser des résultats plutôt que d'empiler des cofinancements.

Perdants

- Les retraites aisées et régimes conservant des avantages non justifiés par la pénibilité, via indexation moins favorable ou convergence.
- Les bénéficiaires de niches fiscales, aides sectorielles et subventions sans preuve d'efficacité.
- Les opérateurs, fonctions support et structures territoriales redondantes.

- Les entreprises vivant principalement de la complexité, de la rente réglementaire ou d'une commande publique sans évaluation.
- Certains propriétaires fonciers dans les zones où une taxation de la rente et une densification réduisent la rareté organisée.

Le point politique central doit être dit sans détour : la France ne peut simultanément protéger tous les droits existants, augmenter fortement toutes les dépenses de souveraineté, baisser les impôts et réduire la dette. Le choix rationnel est de protéger les personnes plutôt que chaque dispositif, et de financer les actifs de long terme par la suppression progressive des rentes, doublons et dépenses sans résultat.

Sources principales

- Insee - Les comptes de la Nation en 2025
 - Insee - Déficit et dette publics en 2025
 - Insee - Inflation moyenne en 2025
 - Insee - Chômage et emploi au premier trimestre 2026
 - Insee - Indicateur conjoncturel de fécondité 2025
 - Banque de France - Projections macroéconomiques de juin 2026
 - Cour des comptes - Situation et perspectives des finances publiques, juin 2026
 - Cour des comptes - Sécurité sociale 2026
 - Drees - Dépenses de protection sociale en 2024
 - MESR-SIES - Dépense de R&D en 2024
 - Direction du Budget - Chiffres clés du budget de l'État 2026
 - Sénat - Mission Défense du PLF 2026
 - Sénat - Mission Enseignement scolaire du PLF 2026
 - Sénat - Mission Justice du PLF 2026
 - Évaluation des voies et moyens - Dépenses fiscales 2026
 - Conseil de l'Union européenne - Clause dérogatoire défense
-

Note méthodologique finale. Les montants de mesures sont des ordres de grandeur de politique publique, pas des prévisions administratives. Avant dépôt d'un projet de loi, chaque ligne doit être recalculée par la Direction du Budget, la Direction de la sécurité sociale et la Direction générale du Trésor sur microdonnées, puis soumise au Haut Conseil des finances publiques. Une différence de 10 Md€ sur les économies de retraites, de santé ou d'administration change le déficit final d'environ 0,3 point de PIB.